

et de munitions de toutes sortes est plus remarquable encore. Estimée en espèces, la production de guerre du Canada accuse en 1942 une augmentation de 159 p. 100 sur celle de l'année précédente, soit de plus de 800 millions à plus de 2,100 millions de dollars. Les hommes et femmes affectés aux industries de guerre à la fin de 1941 étaient au nombre de 700.000. A la fin de 1942, ce nombre avait de beaucoup doublé le cap du million. Ces chiffres doivent constituer un motif de fierté et de réconfort pour l'industrie canadienne ainsi que pour les ouvriers et ouvrières dont le labeur a rendu possible un tel rendement. La production de guerre du Canada ne s'est pas limitée aux navires et aux avions, aux machines, engins de guerre et munitions. Le rendement en produits primaires accuse également une notable augmentation. Aluminium, nickel, cuivre et autres bas métaux; aciers, bois d'œuvre et autres matériaux nécessaires à la guerre se sont produits en quantités plus grandes. L'agriculture canadienne a répondu de façon splendide à la demande accrue de denrées alimentaires. Les expéditions en Grande-Bretagne ont été supérieures pour tous les produits. Nos envois de fromage ont passé de 112 millions de livres en 1941 à 125 millions de livres en 1942. De même pour le bacon, dont nous avons expédié au delà de 600 millions de livres, contre environ 425 millions de livres, dans une période un peu plus longue. Le programme de 1943 prévoit 675 millions de livres de bacon, 63 millions de douzaines d'œufs et au moins autant de fromage que l'an dernier.

La majeure partie de nos exportations de denrées alimentaires vont à la Grande-Bretagne, mais des armes et des munitions ont été expédiées à tous nos alliés et ont été utilisées sur presque tous les fronts. Nous expédions aux Nations Unies plus des deux tiers de notre production globale de munitions. Bien que notre programme de fabrication de munitions ait atteint son plein rendement, dans les limites de la main-d'œuvre et du matériel disponibles, nous pouvons nous attendre à ce que la production de 1943 dépasse sensiblement celle de 1942. Au point de vue volume et quantité, elle soutient déjà avantageusement la comparaison avec celle de n'importe quel pays allié. Et à propos de la production alimentaire, je prie mon honorable ami le chef de l'opposition (M. Graydon) de se rappeler une remarque qu'il a faite: savoir, que le rationnement du beurre et du bœuf au Canada constitue un blâme pour le Gouvernement et dont les cultivateurs en particulier doivent tenir pleinement compte. Pourquoi le rationnement du beurre et du bœuf existe-t-il au Canada?

L'hon. M. ILSLEY: Il n'y a pas encore de rationnement du bœuf.

Le très hon. MACKENZIE KING: Je croyais que l'honorable député parlait du bœuf.

L'hon. M. ILSLEY: Il a dit que le bœuf pourrait l'être.

M. GRAYDON: J'ai dit qu'on a donné à entendre qu'il pourrait l'être.

Le très hon. MACKENZIE KING: En ce cas, je demande pardon à l'honorable député. Il n'a pas parlé du bœuf, bien qu'il ait pensé qu'il était rumeur que le bœuf pourrait être rationné. Pourquoi le beurre l'est-il maintenant? C'est que—et j'ajouterais que si mon honorable ami aidait à l'effort de guerre du pays dans la mesure qu'il affirme vouloir l'aider, il dirait aux cultivateurs que c'est parce que le Canada envoie à la population de Grande-Bretagne d'énormes quantités de denrées alimentaires à même ses propres approvisionnements. Nous sommes convenus avec la Grande-Bretagne de lui fournir des denrées alimentaires. Elle nous a donné, plus qu'à tout autre pays, l'occasion de servir. Nous avons obtenu ce marché sûr aux cultivateurs et je suis certain qu'il n'y a pas chez nous un seul cultivateur qui, si on lui disait qu'il lui faut servir deux fins, celle d'aider à soutenir les armées et la population de Grande-Bretagne et celle de procurer du travail à ceux qu'il emploie sur sa terre, ne voudrait pas procurer cet approvisionnement supplémentaire à la métropole, même si nous devons nous rationner ici.

Maintenant, monsieur l'Orateur, je dirai un mot des mesures financières qui se rattachent à l'effort de guerre.

Grâce au succès obtenu dans notre lutte contre l'inflation et dans le maintien de la puissance d'achat du dollar canadien, on peut apprécier d'une façon assez exacte, en termes financiers, l'étendue réelle, de l'effort de guerre du Canada. Pendant l'année civile 1941, nos dépenses de guerre proprement dites ont dépassé 1 milliard 100 millions de dollars, et nous avons dû fournir en outre 900 millions de dollars canadiens pour combler le déficit du Royaume-Uni. Le total des dépenses de guerre, faites par le Canada en 1941 a dépassé 2 milliards. Pour l'année civile 1942, le total correspondant a excédé 3 milliards 600 millions de dollars.

La façon admirable dont le peuple canadien supporté le fardeau financier de la guerre est démontrée par le fait qu'en sus de la somme de 2 milliards perçue en impôts et en épargnes obligatoires au cours de 1942, les souscriptions en espèces aux obligations de la victoire et aux certificats d'épargne de guerre ont dépassé 1 milliard 900 millions.

Voilà ma réponse à la question de mon honorable ami, qui voulait savoir comment le Canada se bat, comment il s'acquitte de son effort de guerre.